

## > DIPLOME UNIVERSITAIRE DROIT RELIGION SOCIÉTÉ



### Public

**Cadres religieux des différents cultes :**  
Ministres du culte, responsables d'associations  
culturales

**Aumôniers :**  
Militaires, hospitaliers et pénitentiaires

**Agents publics et privés :**  
Agents des administrations hospitalière et  
pénitentiaire, policiers, gendarmes, travailleurs  
sociaux, Éducation Nationale, responsables  
d'associations, juristes, DRH, élus, cadres  
d'entreprise, journalistes, psychologues,  
personnels de santé...

**Etudiants**

### Présentation de la formation

La création du DU « Droit, Religion, Société » est un projet de formation civile et civique qui répond à un contexte national marqué par le développement de nouvelles pratiques religieuses, tant du côté du christianisme (phénomène des chrétiens évangéliques) que du côté de l'islam. Il est certain que l'actualité sécuritaire, marquée par des attentats perpétrés au nom de la religion ou des tensions accrues entre communautés, joue également dans la nécessité de revenir sur le cadre des rapports entre le fait religieux et les institutions politiques, administratives et sociales de la République.

En effet, ce développement de ces nouvelles pratiques religieuses suppose de revisiter les liens entre la religion, la société et les pouvoirs publics, à travers le prisme du droit : les croyants et responsables des cultes doivent pouvoir connaître les règles juridiques régissant les cultes et les rapports entre la religion et les institutions sociales, administratives et politiques, afin que les pratiques culturelles s'inscrivent dans un cadre légal ; les pouvoirs publics souhaitent tisser de nouveaux espaces de dialogue entre les publics intéressés et entre eux-mêmes et les croyants et responsables des cultes, via leur formation à des référentiels juridiques communs. Le secteur privé, également concerné par ce fait religieux revigoré, n'échappe à cette exigence de mise au point juridique, dans une perspective de conciliation de la liberté religieuse et des principes de fonctionnement du corps social. Avant cette focalisation sur les fondamentaux juridiques, il conviendra d'identifier les croyants et cultes en question, par le recours à la sociologie.

Dans cette perspective, trois objectifs sont particulièrement poursuivis :

- Transmettre un socle commun relatif au contexte socio-historique, au droit et aux institutions de la France, et en particulier au principe de laïcité et à ses applications ;
- Fournir des instruments en vue de faciliter la gestion des personnels et des institutions culturelles et préparer les aumôniers à l'exercice de leurs fonctions dans le cadre d'une administration ou de l'armée ;
- Promouvoir la connaissance du fait religieux et des religions implantées sur le territoire français, au regard notamment de leur organisation et de leurs doctrines dans le but de créer un espace de dialogue entre les publics.

### Organisation

Rentrée en janvier  
Fin des cours en septembre

Calendrier à déterminer avec la promotion :  
2 jours par mois

## Les prérequis de la formation

- Baccalauréat ou équivalent
- Niveau de français B1 (renforcement en langue française possible)

## Les tarifs

- > Accréditations spécifiques pour les cadres religieux : 170 € TTC
- > Accréditations spécifiques pour les aumôniers pénitentiaires, hospitaliers et militaires : 170 € TTC
- > Etudiants : 170 € TTC
- > Agents publics et privés, autre public en formation continue : consulter le SEFCO

## Comment candidater ?

- > **Pour les publics en formation continue :**  
Dossier de candidature téléchargeable à l'adresse suivante :  
<https://www.univ-orleans.fr/fr/sefco/du-droit-religion-societe>
- > **Pour les étudiants :**  
Dossier de candidature téléchargeable à l'adresse suivante :  
<https://www.univ-orleans.fr/fr/deg/formation/autres-formationen-et-du/formations-de-lecole-de-droit>

## Accréditation

Diplôme accrédité par le Ministère de l'Intérieur

## Programme (140 heures)

Enseignements	Volume
<b>Groupe religieux et dialogue interreligieux :</b> - Les groupes religieux présents en France dans le contexte de sécularisation - Le dialogue interreligieux	25
<b>Puissance publique et religions :</b> - Histoire du droit des relations entre puissance publique et religions en France - Institutions publiques et religions - Droit de l'organisation et du fonctionnement des cultes	60
<b>Méthodologie</b>	10
<b>Vie sociale et religion</b> - Droit des personnes et de la famille et religion - Entreprises et religions en droit du travail	35
<b>Mémoire collectif</b>	
<b>Conférences thématiques</b>	



## CONTACTS

- > **Fouad EDDAZI**  
**Maître de conférences en droit public**  
✉ [fouad.eddazi@univ-orleans.fr](mailto:fouad.eddazi@univ-orleans.fr)
- ✉ [DUDRS.deg@univ-orleans.fr](mailto:DUDRS.deg@univ-orleans.fr)
- > **SEFCO**  
☎ 02 38 41 71 80  
✉ [sefco@univ-orleans.fr](mailto:sefco@univ-orleans.fr)